

## Médias

Facebook et Google veulent amadouer les éditeurs de presse Page 17



## Franc fort

Pour Peter Bernholz, la BNS a mis la Suisse dans une situation «dramatique» Page 19

**SMI**  
**9095,82** +0,21%  
**Euro Stoxx 50**  
**3632** +0,48%

**Dollar/franc** **0,9352** ↑  
**Euro/franc** **1,0432** ↓  
**Baril Brent/dollar** **66,28** ↑  
**Once d'or/dollar** **1188** ↑

# Le marché des médicaments génériques va connaître un profond bouleversement

> **Pharma** Les mouvements de fusion s'intensifient dans le secteur pharmaceutique

> **Teva, numéro un dans les génériques, a soif de croissance dans ce domaine en mutation**

Willy Boder

L'une des plus grosses transactions de l'année du secteur pharmaceutique est sur la table. Le groupe israélien Teva, numéro un mondial sur le marché des médicaments génériques devant la Suisse Sandoz, filiale de Novartis, insiste depuis le 21 avril pour verser 40,1 milliards de dollars aux actionnaires de Mylan.

La société israélienne, à la recherche de relais de croissance après la perte du brevet de Copaxone, médicament contre la sclérose en plaques, entend acquérir la société américaine Mylan, spécialisée dans les génériques. Pour l'instant, cette offre non sollicitée est rejetée dans un climat de critiques acerbes par lettres ouvertes commençant par «Dear Erez», prénom du patron de Teva, ou «Dear Robert», prénom du directeur général de Mylan.

Ce dernier relaie les remarques de certains analystes financiers sur la culture d'entreprise particulière de Teva qui se marierait très mal avec le management à l'amé-



La société israélienne Teva, numéro un du marché des génériques, présente en Suisse avec la marque Mepha, cherche à s'agrandir par fusion. Mylan refuse ce que son patron appelle un choc culturel. JÉRUSALEM, 23 MARS 2010

ricaine de Mylan. Si les deux sociétés fusionnaient, Teva se détacherait nettement de Sandoz en tant que leader incontesté du marché des génériques. Avec un chiffre d'affaires annuel cumulé de quelque 28 milliards de dollars, le groupe se situerait en neuvième position de l'ensemble des entreprises pharmaceutiques mondiales, derrière Johnson & Johnson, numéro un, suivi de Novartis, Roche et Pfizer.

Ce mouvement illustre une forte tendance de transactions dans le secteur des génériques qui suscite soudain l'intérêt des investisseurs en raison de trois moteurs

de croissance: la pression sur les prix dans les pays développés, les besoins des pays émergents en médicaments efficaces à bas prix, et l'arrivée sur le marché des biosimilaires, copies de médicaments biotechnologiques difficiles à reproduire mais dégagant une plus grande marge bénéficiaire.

Selon une récente étude de la banque Bordier, le marché des génériques sera soutenu par des pertes de brevets de 20 milliards de dollars par an. Les biosimilaires, dont les prix sont de moitié inférieurs à ceux des médicaments originaux, apporteront «un second souffle» à l'industrie, analyse

Bordier, qui évalue leur potentiel entre 11 et 25 milliards de dollars d'ici à 2020.

Le marché américain va aussi être confronté à une forte pression sur les prix des médicaments

Angus Russell, l'ancien patron de la société pharmaceutique Shire, qui avait implanté un siège de la société à Eysins près de Nyon, aujourd'hui conseiller scientifi-

que de la société de gestion spécialisée dans le secteur de la santé Sectoral Asset Management – qui va reprendre les gestionnaires de fonds spécialisés Pictet Generics, fait état le rapport de Bordier –, est persuadé du brillant avenir du marché des génériques. «Longtemps négligé, ce segment du marché pharmaceutique va notamment bénéficier de la mise sur le marché des biosimilaires, à plus forte marge bénéficiaire. Ils peuvent désormais se développer aux Etats-Unis où des règles d'homologation ont enfin été mises en place.»

Le marché américain, paradis de la libre fixation des prix des médicaments, a été jusque-là épargné par la forte pression sur les prix. «Cela va changer, assure le Canado-Ecossais Angus Russell. Le système de santé américain ne tolérera plus longtemps de voir la part du PIB consacrée à la santé croître à 20% en 2020, selon les prévisions. Les génériques sont une solution de réduction des coûts parfaitement appliquée en Allemagne, modèle du genre en Europe, mais pas encore suffisamment en Suisse.»

L'ancien patron de Shire, qui se dit surpris par la décision de délocalisation d'Eysins à Zoug en 2014, a des difficultés à évaluer les chances de succès du projet de fusion entre Teva et Mylan.

«Mais je suis persuadé que le mouvement de consolidation se poursuivra dans le secteur des génériques», affirme-t-il. Rappelons que la société suisse Mepha a changé deux fois de mains avant d'être acquise en 2011 par Teva, et qu'Actavis a racheté Forest Labs en février 2014 pour 25 milliards de dollars.

## La Finma s'intéresse aux clients français

> **Fiscalité** Demandes aux banques

LT

La Finma serait allée encore plus loin dans son examen des clients des banques suisses. L'autorité de surveillance du secteur aurait demandé à plusieurs établissements genevois des renseignements détaillés sur les comptes de ressortissants français en particulier, dans une lettre consultée par la RTS.

Ni l'autorité de surveillance, ni les banques citées – Pictet, Lombard Odier et Edmond de Rothschild – n'ont confirmé les informations. La lettre, envoyée à la fin de 2014, contiendrait des questions sur le nombre de clients non déclarés et sur les mesures prises par les banques pour y remédier. D'après Xavier Oberson, cité par la RTS, c'est la première fois que la Finma procède de la sorte. Tous les établissements de la place sont concernés, estime l'avocat fiscaliste.

**UBS et HSBC dans le viseur**

Ces demandes interviennent alors que la France a plusieurs établissements dans le viseur. Début avril, HSBC Suisse a été mise en examen pour «complicité de blanchiment de fraude fiscale». Les autorités ont imposé une caution d'un milliard d'euros (1,04 milliard de francs) à la filiale suisse de l'établissement britannique. Un défaut de surveillance et de contrôle avait été invoqué par une source pour justifier cette décision liée aux révélations SwissLeaks. Cette annonce avait fait écho à celle d'UBS, aussi mise en examen l'été dernier pour blanchiment aggravé de fraude fiscale. La plus grande banque suisse s'était également vu infliger une caution de 1,1 milliard de francs.

## Troodi.ch catalogue 140 salles de séminaires

> **Internet** Annuaire inédit en Suisse romande

Elle s'en agaçait souvent, Corine Burdet. Pour son ancien employeur, une société d'alimentation pour animaux, cette Vaudoise cherchait des salles de séminaires. Mais sa quête était compliquée. Aucun outil ne permettait de trouver rapidement des lieux d'accueil. Et encore moins de les comparer. Il lui manquait un vrai annuaire spécialisé, raconte-t-elle aujourd'hui. Si bien qu'au final, «je finissais, comme d'autres personnes dans le même cas, par choisir toujours le même établissement».

Il y a quelques mois, elle a donc décidé de combler cette lacune. Elle n'a pas repris son travail mais a créé Troodi.ch, un portail dédié aux lieux d'accueil pour les congrès, les séminaires et toutes sortes d'événements d'entreprise. La saisie d'une localité suffit à obtenir des résultats sur le moteur de recherche du site. Une petite cinquantaine dans un rayon de 30 km autour de «Lausanne», par exemple. La recherche peut être affinée, en fonction du nombre de personnes qui peuvent y être rassemblées.

Le site a été mis en ligne il y a peu, dès qu'il comptait une vingtaine d'établissements. Puis, 450

invitations ont été envoyées. Désormais, la plateforme regroupe environ 140 offres en Suisse romande. Des hôtels, des restaurants, des châteaux ou des casinos. Chacun y intègre son argumentaire, des photos et des indications sur son équipement (beamer, Wi-Fi, sono, etc.)

**Pas de commissions**

Combien d'événements le site a-t-il permis d'organiser jusqu'ici? Sa fondatrice n'en sait rien. Car Troodi.ch n'est pas un intermédiaire ni un courtier. «Nous ne percevons pas de commissions, les deux parties prennent directement contact», précise Corine Burdet, qui consacre deux jours par semaine à cette activité d'indépendante. «Gérer les réservations, les agendas, les annulations ou les réclamations aurait exigé un tout autre engagement.»

Ses revenus émanent des salles qui paient des primes pour obtenir un emplacement privilégié. Une présence d'une semaine sur la page d'accueil coûte 400 francs. Un référencement «premium» sur le moteur de recherche, 750 francs par trimestre. **Servan Peca**

## ScanTrust lève ses premiers fonds à l'étranger

> **Contrefaçon** La start-up renforce son équipe

La société vaudoise ScanTrust, qui a mis au point une solution pour lutter contre la contrefaçon, vient de lever 1,2 million de francs auprès du groupe de capital-risque irlandais SOS Ventures et de l'association de business angels chinois AngelVest Group. «Ces fonds externes nous permettront d'engager du personnel – entre cinq à huit personnes – et accéléreront le développement informatique», précise Justin Picard, cofondateur de la société, aux côtés de Nathan Anderson et Paul Landry. ScanTrust emploie déjà cinq personnes sur le parc de l'innovation de l'EPFL et quinze autres dans un bureau à Shanghai.

La start-up, fondée en 2014, a développé des codes QR sécurisés (un type de code-barres en deux dimensions). En son centre reposent plusieurs milliers de pixels. «L'authentification nécessite une application pour smartphone qui scanne ces codes QR sans recourir à des outils optiques supplémentaires», explique Justin Picard. L'application analyse les pixels du code QR et confirme l'authenticité ou non du produit.

«Toute tentative de copie provo-

que une perte d'information car l'encre se dilue sur le papier», précise Justin Picard. Les algorithmes vérifient si l'encre s'est diluée une seule fois, ce qui signifierait que le produit est authentique, ou plusieurs fois, ce qui révélerait une contrefaçon.

**Intérêt des imprimeurs**

ScanTrust a déjà signé plusieurs contrats, notamment avec des imprimeurs. Ils recherchaient une solution pour leurs clients, qui sont actifs dans des domaines aussi variés que ceux de la pharma, de la cosmétique ou même des huiles pour moteur. «De multiples solutions pour repérer les copies frauduleuses existent mais aucune n'est encore satisfaisante. Les plus efficaces sont chères et nécessitent des appareils spécifiques pour le contrôle», estime Justin Picard.

La société, qui ne communique pas son chiffre d'affaires, évolue sur un marché qui pourrait atteindre 128,9 milliards de dollars en 2019, selon Markets & Markets. En 2013, en Europe uniquement, quelque 36 millions de contrefaçons ont été saisies par les douanes. **Ghislaine Bloch**

## Un ancien banquier suisse a été arrêté en Italie

> **Fraude** Soupçons de dissimulation d'argent

La Garde des finances italienne de Varese a arrêté il y a quelques jours à Milan un ancien banquier suisse, administrateur entre 1996 et 2012 de la banque luganaise Cornèr. Le parquet de Milan l'accuse d'avoir aidé ses clients à dissimuler et transférer de très importantes sommes d'argent provenant d'activités illicites en Italie.

Assisté d'un expert-comptable milanais arrêté en mars 2013 dans le cadre de la même enquête, l'ex-banquier aurait notamment assisté ses clients dans la création de sociétés de participations en Suisse, au Luxembourg et aux Pays-Bas, a précisé lundi la Garde des finances italienne de Varese, la police financière italienne. Il aurait également fourni son assistance pour l'ouverture de comptes offshore dans des paradis fiscaux.

**Volume de 800 millions d'euros au minimum**

Ces activités auraient été réalisées par l'entremise d'une société établie à Lugano et administrée par l'ex-banquier ainsi que d'une succursale milanaise, selon la

Garde des finances italienne de Varese. Celle-ci estime pour l'heure le volume avéré des mouvements financiers à quelque 800 millions d'euros (833 millions de francs). Mais ce montant pourrait être bien plus important.

La police italienne évoque une «véritable multinationale du recyclage greffée dans le système productif». Elle estime à «plusieurs milliards d'euros» le montant des opérations financières illicites qui ont été réalisées sur une période de près de quarante ans.

**Ex-administrateur de Cornèr Bank**

L'ex-banquier a également été membre du conseil d'administration de Cornèr Bank de juin 1996 à mars 2012. Contactée par l'agence AWP, la direction de la banque n'était pas disponible dans l'immédiat pour une prise de position.

Au 31 décembre dernier, la famille de l'ancien banquier détenait 25,2% du capital-actions de la banque tessinoise, 74,3% étant entre les mains de la famille Cornaro, en nom propre et par le biais de Cormil SA. **ATS**